

Délégation : Agnès Van Luchene (SNEPAP) et Alain Vibert-Guigue (SNUIPP) Rédactrice Agnès Van Luchene

Syndicats présents à l'UFFA CFTD : 2 FSU (Alain et Agnès), 3 CFTD (M.Carayol, M.Druelle, G.Heitz) + président CIAS JP.Costes, 3 CGT (M.Simon, I.Baquer,J.Varences), 2UNSA (N.Paulet, A.Costa), 2 solidaires (C.Guyader et B.MAhieu), 2 CGC (P.Sebag, D.Crenet)

absents : CFTC sur d'autres réunions, FO malade

### **Retour sur le CIAS du 16 décembre 2011**

la CFTC est partie. (problème interne préséance dans déleg). Seuls les titulaires devaient être présents autour de la table, pas les suppléants. FSU souligne que si règle il y a, valable pour tous. Veiller à taille de la salle pour accueillir tit et sup.

Au CIAS du mois d'avril 2012, la mission IGA sur le 5% réservataire présentera son rapport.

### **Aide au maintien à domicile AMD**

Dossier suivie par CP famille. La question de la convention n'était même pas inscrite au CA de la CNAV. problème sur la question de la gratuité des frais de gestion.

CGT s'est abstenue, car CA CNAV même pas informée. Faire gérer à coût 0€ n'est pas réaliste. Proposition de verser en début d'année les 10M€, qui en jouant sur la trésorerie peut réduire le coût réel des frais de gestion.

UNSA regrette manque de réflexion de fond. En octobre, il a fallu la mettre directement en œuvre. Les OS auraient pu être divisées sur cette question. La décision appartient à la CNAV, extérieur au CIAS.

CGC a voté pour la CNAV, car il n'y a pas de frais de gestion. Mais s'il devait y avoir des frais, il faudrait une mise en concurrence. L'inter-OS cherche des points de convergence.

JP Costes a demandé un rdv avec un responsable de la CNAV. Les comptes de la CNAV ne sont pas certifiés par le réviseur aux comptes. En plus de l'AMD aide au maintien à domicile, il faut veiller aussi à l'AAHR (aide à l'amélioration de l'habitat des retraités).

### **Renouvellement des présidents de SRIAS**

rencontre des présidents de SRIAS les 22 et 23 mai, pour les nouveaux présidents (« tuilage »).

JP Costes entamer rapidement le processus de désignation des nouveaux présidents, déterminer des critères.

Solidaires assurer un mandat de président est difficile. 50% de décharge est insuffisant. Et Solidaires n'est pas en mesure d'apporter du temps syndical en plus, il n'y aura pas de candidats. Quels moyens pour les présidents de SRIAS ? Trouver des volontaires est très difficile. La SRIAS Bourgogne ne va pas mieux, le nouveau préfet ne les a pas encore rencontrés.

FSU rappel déclaration CIAS au nom de l'inter : « prendre des mesures immédiates et redonner les moyens de fonctionner. Pénaliseraient les agents. Pèserait lourdement sur le renouvellement des présidences de SRIAS ». Des préfectures refusent le paiement des frais de déplacement. Tout cela augure mal du travail des SRIAS dans les années à venir.

CGT il faut réagir vite. On ne peut pas attendre la fin du travail sur les missions. Ni la CP SRIAS de fin mars 2012. Propose de faire un courrier commun. Propose que le CP SRIAS fasse un courrier à Verdier pour demander un entretien. Et avoir une information en direction des agents. Autre perspective reculer le renouvellement.

Solidaires en Bourgogne les infos ne circulent pas des places en crèches sont sans enfant. B9 n'a pas de pouvoir sur les préfectures. Les correspondants administratifs démissionnent car trop pressurisés. Le non-renouvellement des présidents de SRIAS est un moyen de pression. Propose d'informer les agents.

CGC le préfet refuse la tenue des SRIAS en Poitou-Charente. Le gouvernement souhaite réduire la voilure des moyens des OS dans tous les ministères. A l'action sociale, on gère des budgets. Propose de bloquer.

CFDT administration n'attend qu'une chose, c'est de freiner l'action sociale en région.

JP Costes gros renouvellement, cause malaise, chez directeurs de plate-forme et CASEP. Rien ne marche dans la boutique interministérielle. Pas judicieux de renouveler avant la fin des travaux sur la réforme de l'action sociale. Propose de proroger d'un an les présidences de SRIAS.

Solidaires est contre, les collègues sont à bout.

FSU on se fusille l'année budgétaire 2012 s'il n'y a pas plus de moyens de fonctionner pour les SRIAS. On ne peut pas décider à la place des collègues de prolonger d'un an, il faut stabiliser les mandats pour 3 ans. Oui pour des engagements suite aux discussions au dernier CIAS avec le groupe d'experts. Non pour différer le renouvellement des présidences en maintenant en place les présidences actuelles. Il faut que cette question soit réglée d'ici juin maximum. Peser en soulignant les difficultés et le risque sur le renouvellement, mais attention danger de position syndicale pouvant être perçue comme désengagement des OS sur la question des présidents (entrée et point appui syndical fort au niveau régional) ou interprétée comme évolution vers la disparition consentie des SRIAS.

JP Costes la DGAFP ne pèse pas sur ces questions -là.

Solidaires il faut obtenir des moyens. Depuis 2007, ça va de mal en pis. Les OS y travaillent, B9 aussi.

CGT demander des moyens immédiats pour les SRIAS à Verdier et Sauthemont. Trouve que le renouvellement des présidences maintenant n'est pas cohérents, en plein débat sur l'évolution structurelle de l'action sociale.

CFDT on ne peut pas laisser les gens dans leur situation actuelle, même à 3 ans du renouvellement. La DGAFP doit répondre à ces problématiques là.

FSU dénoncer les dysfonctionnements, exiger des moyens (même si on n'attend pas des miracles). Mais on ne sait pas combien de temps dureront les discussions sur la réforme de l'action sociale. Ne vaut-il pas mieux négocier avec du sang frais ? Est-il judicieux de laisser des gens usés ?

JP Costes courrier au DGAFP pour demander quelles suites ils donneront à l'intervention au CIAS pour sécuriser le fonctionnement des SRIAS.

FSU Alain Vibert fera un projet courrier à la DGAFP sur la base de son intervention au nom des OS au dernier CIAS en circulation rapide à l'inter. Ne veut pas être le fossoyeur des SRIAS. Solidaires proposera un projet de tract intersyndical aux agents.

### **Groupe de travail sur études mobilité**

la CGC demande quels documents, quelles statistiques semblent nécessaires aux OS pour mettre en place un groupe de travail. Les Finances ont mis 500.000€ pour expérimenter un prêt étudiant sur deux régions. La justice ne paie que 250 bourses par an. L'éducation a mis en place des aides (faibles) dans certaines académies.

### **Réforme de l'action sociale**

Selon le président du CIAS, la DGAFP doute que les OS veillent faire évoluer les choses. Première réunion fin février.

CFDT va faire un premier travail cette semaine à la commission exécutive, pas de boulot approfondi sur les différents scénarios. Il s'agira d'une décision des fédérations de l'UFFA.

CGT idem que CFDT. Ce n'est pas une réflexion des mandatés au CIAS. C'est la direction de l'UGFF qui donnera les mandats au fur et à mesure. Les 4 scénarios sont progressifs. But politique : intégrer l'action sociale à la GRH et à la réforme de l'État. Aucun scénario actuel ne leur convient. La CGT veut concilier le + commun avec les politiques ministérielles à préserver, renforcer ce qui est commun. Sur la gestion favorable à la prise en charge par les personnels

UNSA pas de mandat. Travail en commun en cours, mais ce sera un travail des fédérations.

FSU la réflexion a débuté, dans les syndicats nationaux et dans les instances dirigeantes. Sur le principe, pas de réforme pour la réforme, ou de contre-réforme comme ces dernières années. Oui pour réformer

à la seule condition que cela améliore les dispositifs pour les personnels. On ne se laisse pas enfermer dans les scénarios proposés. Renforcer l'échelon déconcentré nous convient, un repli complet sur le ministériel serait une régression et aggraverait les inégalités, l'interministériel garantit à tous un socle commun. La FSU est contre le 4ème scénario, non pas sur la question de la gestion directe qui n'est pas taboue, mais hostile à laisser les OS « s'amuserait avec les loisirs et la culture », en étant exclus du triptyque logement-petite enfance-restauration. Ne pas redonner la main au patron. Article 9.

Solidaires hors de question d'abandonner la restauration, le logement et la petite enfance. On n'oppose pas le ministériel à l'interministériel. Il faut tenir compte des particularismes. Travail à poursuivre. Le rapport est intéressant, les données fournies par les ministères ne sont pas toujours fiables.

CGC est au même point que tout le monde. Pensait que notre groupe donnerait une grille de lecture et de propositions, à faire remonter et soumettre aux fédés.

JP Costes ne peut pas aller à l'encontre du travail dans les fédés. Propose une rencontre avant le premier groupe de travail pour voir si on peut défendre quelque chose en commun. La DGAFP voudra mesurer si les OS veulent ou non réformer l'action sociale. Si on n'évolue pas « on va crever », car le ministériel prendra toujours le pas sur l'interministériel. « Pour moi, il devrait y avoir uniquement une action sociale interministérielle. À l'hospitalière, chaque hôpital cotise à l'association CGOS, qui est paritaire... pour un établissement public, avec présidence par des syndicats ».

CGT souhaite qu'on travaille plus ensemble. Constate une frilosité des OS à fonctionner dans la transparence. Propose une lecture de compréhension, puis d'analyse, puis de proposition. Vrai concertation, qui peut déboucher sur une négociation rapide. Nombre de chiffres de l'enquête sont biaisés. Quelles réponses aux besoins sociaux ? Ça ne se terminera pas sous Sauvadet.

Solidaires c'est une réforme qui nous engagera pour longtemps.

**Rencontre inter-OS le mardi 13 mars toute la journée à l'UFFA CFTD pour une lecture commune de compréhension du rapport sur la réforme de l'action sociale et d'échanges.**

### **Calendrier 2012**

chaque CP fixera son calendrier à la première CP de l'année, car toutes les réunions sont positionnées sur les mercredis.

### **Point sur le Budget** (par la co-animatrice CGT Martine Simon)

consommation : selon Chorus, il reste 2M€ de problèmes sur les CESU.

En 2011, on arrive à 91% de consommation des crédits, grâce à la mobilisation des SRIAS et l'arbitrage DGAFP en faveur du CESU. Si cela n'avait pas été fait, on aurait eu seulement 80% de consommation.

Pour 2012, les redéploiements sur la ligne budgétaire du CESU ne seront plus possibles, ils ont été pris par l'augmentation de la prestation.

En terme de mesures nouvelles, réservations de berceaux et de logements. Paris et petite couronne ont atteint leur 5% logement. Sur les berceaux, la DGAFP veut se limiter à un maintien du parc. C'est une donnée à apprécier région par région. Quid de l'Alsace et Rennes, qui n'ont aucune place de crèche ? . Si on a des moyens à redéployer, il faut réfléchir sur quoi et où.

La CGT informe que les plafonds PLS, PAI,... ont été baissés de 10%.

Concernant le logement, voir la loi MOL plan local de l'habitat social (20% logement sociaux par loi SRU pour les plus de 5000 habitants). La loi Mol oblige à mettre en vente des logements sociaux.

Il faut voir quels logements ont été réservés, que ce soit dans le secteur conventionnel ou non conventionnel.

Les préfets de par la loi rencontrent les sociétés HLM pour refaire le point avec chaque société, même là où il n'y a pas eu convention par le biais de prêts aidés par l'état. La règle, c'est 30% de la totalité du parc HLM, et non 30% du secteur conventionné ! en SRIAS, demander toutes les conventions à la section urbanisme à la préfecture, avec les dates butoirs. Le logement des fonctionnaires incombe aux préfets.